

La Question kurde en Turquie :

UNE QUESTION DE DÉMOCRATIE ET D'ÉGALITÉ

Le triple assassinat des femmes kurdes à Paris le 9 mars, les nombreuses arrestations des militants kurdes depuis plusieurs années, l'accord récent de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure franco-turc, les négociations du gouvernement turc avec le leader de PKK (Parti des travailleurs de Kurdistan) en vue de la résolution pacifique de la question kurde, etc. sont quelques-uns des événements qui ont attiré l'attention de l'opinion publique française sur la question kurde. Beaucoup se demande ce qui se passe réellement en Turquie, qui sont ces Kurdes, pourquoi sont-ils divisés en 4 pays, pourquoi la Turquie n'arrive pas à résoudre cette question, etc. Nous tenterons dans cet article de répondre historiquement à ces questions.

Le peuple kurde représente la plus grande nation au monde sans État

La désagrégation de l'Empire ottoman avec la Première Guerre mondiale et la partition de ses territoires entre les grandes puissances de l'époque a été le début de la dislocation arbitraire du peuple kurde entre les territoires actuels de la Turquie, de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie. Ce peuple qui est l'un des plus anciens du Moyen-Orient représente une nation de 25 à 30 millions dans le monde. C'est ainsi qu'il a le triste record d'être la plus grande nation dans le monde qui n'a pas son propre État.

En raison de cette partition historique éhontée, le peuple kurde a été contraint depuis près d'un siècle de vivre dans des pays qui ont histoire, des cultures et des modes de vie très différents. Malgré leur appartenance à la même ethnie, il existe ainsi des divergences politiques, sociologiques et économiques fondamentales chez les Kurdes. Politiquement, par exemple, les Kurdes d'Irak sont aujourd'hui à la tête d'une autonomie territoriale, alors que jusqu'à une date encore très récente l'existence même de ceux qui vivent en Turquie n'était pas reconnue. Par ailleurs, les Kurdes de la Turquie, avec une population estimée à 15 millions, composent non seulement la plus grande partie de ce peuple, mais de surcroît en raison du degré et des spécificités du développement relativement rapide du capitalisme en Turquie depuis trois décennies, représentent également la partie la plus « moderne » (en terme de formation et d'éducation, de politisation, d'éloignement vis-à-vis des vestiges du féodalisme, etc.), mais aussi celle dont l'existence est reniée de façon la plus brutale. Corrélativement, les Kurdes de Turquie sont par rapport à ceux des trois autres pays la composante dont « les

sentiments nationaux » sont les plus exaltés. Ils ne veulent plus vivre comme avant, mais la bourgeoisie turque n'est d'ailleurs plus capable de diriger comme avant.

Enfin, il faut également souligner que les sentiments nationaux de tout le peuple kurde, quel que soit le pays dans lequel ils vivent, ont tendance à s'uniformiser et se consolider mutuellement. Aussi, aucun de ces quatre pays ne peut plus appréhender « la question kurde » comme simplement une question interne. Le problème kurde est devenu une question régionale, et lorsqu'il s'agit du Moyen-Orient il convient plutôt de dire une question internationale. En effet, le fait que ces territoires sur lesquelles ils vivent sont convoités par les pays impérialistes, soit parce qu'ils sont dotés de richesse en pétrole ou en gaz naturel, soit parce qu'ils jouent un rôle stratégique dans l'acheminement de ces derniers vers l'Occident, accentuent davantage le caractère international de la question kurde.

La question kurde a propension à devenir effectivement une des principales préoccupations de la région, attirant de plus en plus l'attention de l'opinion publique mondiale progressiste pour essentiellement trois raisons. D'abord, la lutte politique (mais aussi militaire) assumée par le peuple kurde à l'intérieur de ces pays stratégiques pour le contrôle de la région se raffermi de plus en plus. C'est ainsi que les Kurdes de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie jouent un rôle déterminant dans la démocratisation de ces pays. Ensuite, les interventions impérialistes dans ces territoires, riches en ressources naturelles et déterminants pour leur hégémonie mondiale, doivent prendre en compte cette lutte démocratique du peuple kurde et constater que ces derniers ont des revendications nationales. Enfin, ces aspirations nationales sont instrumentalisées par les puissances impérialistes contre les classes dirigeantes de ces pays afin de les contraindre à agir comme leur laquais. Ce qui contraint les autres pays à s'intéresser davantage à cette question, ne serait-ce que pour trouver des alliés ou construire des alliances, mais elle consolide également les sentiments anti-impérialistes non seulement du peuple kurde, mais aussi de tous les travailleurs de ces pays¹. Ce qui légitime de plus en plus cette lutte nationale des Kurdes aux yeux des travailleurs appartenant à la nation dominatrice.

La question kurde est donc une question qui se pose avec une acuité douloureuse dans la région. Mais dans la suite de notre article, nous allons nous concentrer essentiellement sur la lutte démocratique du peuple kurde en Turquie. Voyons maintenant les raisons profondes pour lesquelles, les classes dirigeantes turques n'ont pas pu et su résoudre démocratiquement la question kurde depuis près d'un siècle.

¹ Paradoxalement l'extrême droite turque, mais malheureusement une partie de la gauche progressiste turque rejettent les revendications démocratiques du peuple kurde au nom d'une lutte contre "l'hégémonie américaine et occidentale" pour les premiers et "l'anti-impérialiste" pour les seconds.

² Il s'agit d'une milice armée et rémunérée par l'État turc pour mener la guerre contre le PKK.

³ TUSIAD est l'Association des industriels et des hommes d'affaires turcs. Il s'agit du MEDEF turc.

Les caractéristiques idéologiques du reniement du peuple kurde par les classes dirigeantes de la Turquie

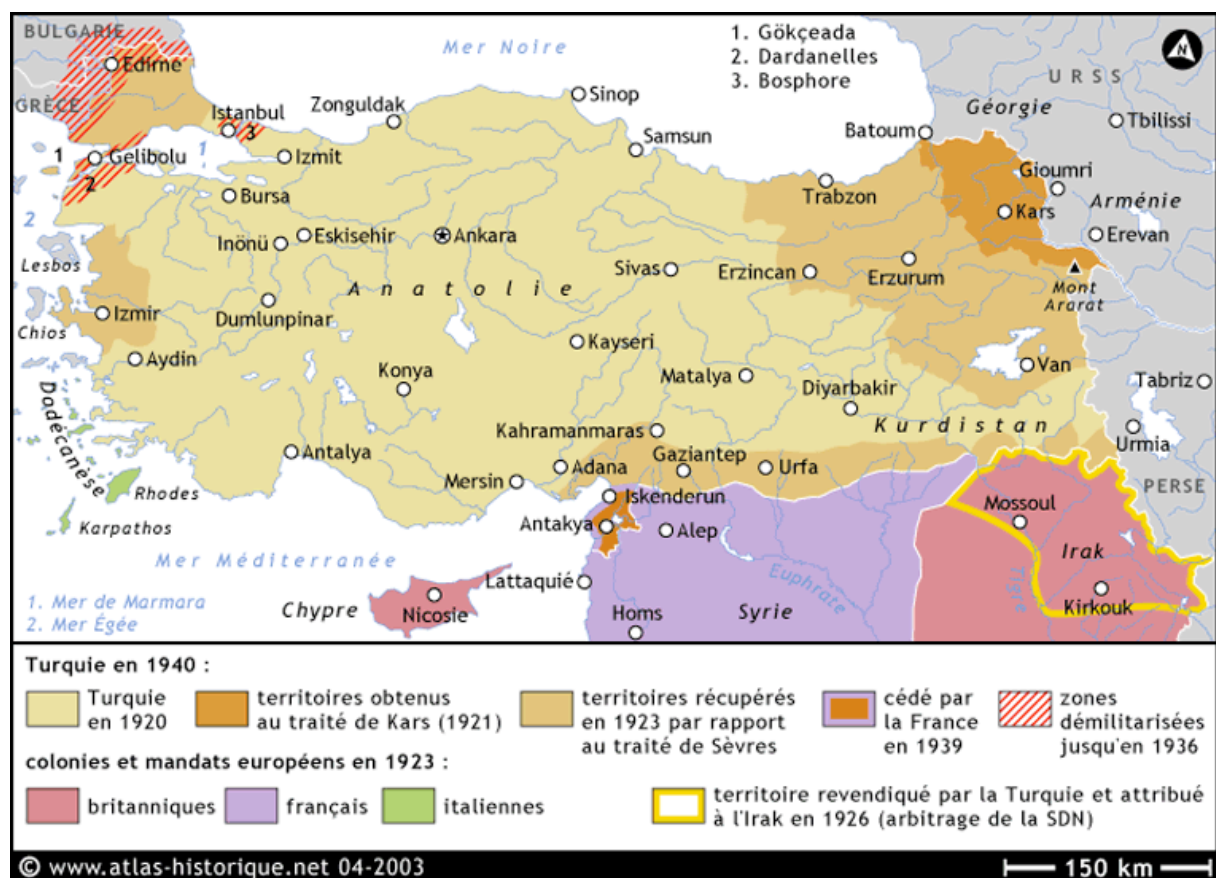
Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le territoire de la Turquie est occupé et morcelé par des forces impérialistes en raison de la défaite de l'Empire ottoman. Ce dernier, à bout de souffle, se désagrège rapidement. Mustafa Kemal, militaire de carrière, lance un appel au sursaut et accapare le pouvoir dans la grande Assemblée nationale. Une guerre contre les Grecs est alors déclarée à l'ouest du pays, tandis que le sultan Mehmet VI est contraint de signer en août 1920 le traité de Sèvres qui officialise la partition de la Turquie et le contrôle des Français et Britanniques dans ces territoires (carte 1). Selon ce traité, l'Asie Mineure est partagée entre Britanniques, Grecs, Français, Italiens, Arméniens et Kurdes. C'est ainsi qu'une Arménie indépendante dans le nord-est et un Kurdistan autonome dans le sud-est de la Turquie sont proclamés, et la Turquie proprement dite se limite alors au centre du plateau anatolien et aux rives de la Mer Noire ; de surcroît, les détroits du Bosphore et des Dardanelles sont placés sous contrôle international.



À ce moment, le peuple kurde, malgré cette promesse d'autonomie ratifiée dans le traité de Sèvres, choisit de lutter avec le peuple turc pour la libération du pays. Le destin, mais aussi les intérêts des deux peuples convergent alors pour l'indépendance du

pays. Pour ces derniers, toute libération doit d'abord passer par la libération de la patrie. Installés sur ces terres depuis au moins le VII^e siècle av. J.-C., les Kurdes ont pendant très longtemps vécu en harmonie avec les Turcs, qui eux, sont venus s'installer définitivement en Anatolie après la bataille de Manzikert de 1071 menée contre l'armée byzantine, et veulent une indépendance réelle.

Aussi, dans les premières années de la Libération nationale menée par Mustafa Kemal, les Kurdes ne sont, non seulement pas reniés, mais bien au contraire, la constitution de 1921 prévoit même pour les Kurdes une « autonomie ». Cependant, selon Kemal, il fallait attendre la libération de la patrie pour appliquer cette constitution et mettre en œuvre cette revendication légitime des Kurdes. Mais dès la libération et la proclamation de la République de la Turquie en 1923, Mustafa Kemal renie les revendications nationales des Kurdes afin de pouvoir constituer une « Nation turque » et un « État turc » dans un pays multinational. Le traité de Lausanne, signé 3 mois avant la proclamation de la République de Turquie, soit le 24 juillet 1923, rendait caduc le traité de Sèvres et reconnaissait les frontières de la Turquie moderne.



Par le traité de Lausanne, signé par la France, le Royaume d'Italie, le Royaume-Uni, l'Empire du Japon, le Royaume de Grèce, le Royaume de Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les Occidentaux reconnaissaient les frontières actuelles de la Turquie, malgré les revendications légitimes des Kurdes, mais aussi des Arméniens qui

avaient été victimes d'un génocide en 1915 par l'Empire ottoman avec la complicité des Allemands. De son côté, Mustafa Kemal renonçait définitivement aux terres arabes et européennes de l'Empire ottoman défunt, en échange de la reconnaissance de la légitimité de son pouvoir. C'est donc dans ces conditions et contre les revendications nationales de peuple kurde que la République de la Turquie est proclamée le 29 octobre 1923.

Dans l'instauration de ce nouvel État, Kemal avait également besoin d'une nouvelle idéologie capable de forger une « nouvelle identité turque » basée sur un nationalisme exacerbé. Les aphorismes tels que « *L'État turc est l'État de la nation turque* », « *Heureux ce lui qui se dit turc* », « *Une nation, une langue, une religion, un drapeau* » etc. ont été popularisés à partir de ce moment pour conditionner les peuples vivant dans ces terres et forger une nouvelle identité nationale turque. Avec cette nouvelle idéologie de ce nouvel État, tous les peuples vivant sur ces terres sont purement reniés pour être assimilés à la communauté des Turcs. On impose donc aux autres peuples de renier leurs spécificités nationales afin d'être assimilés à la nation turque. À ce propos, il convient de souligner que dans cette politique, Kemal avait beaucoup calqué sur l'assimilationnisme de la France colonialiste, sans que l'on puisse les confondre entièrement.

Donc, depuis la proclamation de la République, les Kurdes de la Turquie ont été constamment réprimés et subis des politiques nationalistes d'assimilation forcées. Autrement dit, l'idéologie qui a guidé la création et la consolidation de l'État turc s'appuie, en reprenant les termes alors utilisés, sur une « race » (la race des Turcs), mais se dit « au-dessus des races », ou « représente une race qui est au-dessus des races ». « La race turque » serait donc « une race supérieure ». C'est-à-dire, pour reprendre un concept alors en vogue, « une race aryenne ». Précisons que ce concept de « race aryenne » n'a pas été inventé par Hitler, et dès la fin du XIXe siècle, le concept tend à se répandre en Europe. Autrement dit, pragmatiste, Mustafa Kemal reprenait à son compte, encore une fois, en l'adaptant un concept forgé et de plus en répandu en Europe. Il est remarquable que ce soit dans ces années que « la théorie de la Langue du soleil » (*Güneş Dil Teorisi*) fut conceptualisée et adoptée en Turquie. Selon cette théorie, le turc serait en fait la clef du problème de l'origine des langues parce qu'entre toutes les langues du monde, celui-ci serait la plus proche de la langue primordiale. Cette théorie psychologique, anthropologiques et sociologiques, adoptée et officialisée rapidement par l'Etat kémaliste, propose une nouvelle lecture de l'histoire de l'humanité, en mettant les Turcs au centre l'histoire universelle.

Autrement dit, toutes les langues du monde seraient des simples dérivées, de surcroît corrompues, de la « langue soleil » turque de l'Asie centrale. L'absurdité de cette théorie est évidente, mais remarquons que le concept du « soleil » est identique au symbole des adeptes de la « race aryenne », soit « la roue du soleil ». L'image du « soleil » représente la lumière, soit la « race » qui devait éclairer et guider toutes les autres. Tout comme la « race », la langue « du soleil » était celle qui fut non seulement à l'origine,

mais aussi celle qui devait guider le tout. En somme, un des principaux piliers de la formation de cette "nouvelle identité turque" était de rejeter les revendications nationales des autres peuples vivants dans ces territoires et de leur imposer par la contrainte une politique assimilationniste.

C'est ainsi qu'en février 1925, soit moins de 2 ans après la proclamation de la République de Turquie, une révolte populaire kurde revendiquant notamment l'autonomie kurde conformément au traité de Sèvres (1920) éclate sous la direction de Cheikh Saïd. L'État turc a violemment réprimé cette révolte. Un régime d'exception a été proclamé sous le gouvernement d'Ismet İnönü, et des « Tribunaux d'indépendance (sic!) et des cours martiales » ont été instaurés. L'armée a sauvagement massacré les révoltés kurdes et 46 dirigeants, dont Cheikh Saïd, ont été publiquement pendus sur la grande place de Diyarbakir pour montrer l'extirpation de tout mouvement nationaliste kurde et conjurer toute éventuelle révolte ultérieure.

Une fois le mouvement autonomiste kurde réprimé et décapité de ses leaders, ce n'est plus seulement les revendications nationales, mais bien l'existence même des Kurdes en tant que nation qui a été rejetée et reniée. Il y a dès lors des « études scientifiques » pour oblitérer ce peuple de l'histoire et les qualifier des « Turcs de montagnes ». La langue kurde a également été qualifiée de simple dialecte utilisé par ces « nouveaux » « Turcs de montagnes » et a été interdite afin de ne pas vicier cette langue turque « du soleil ». Ceux qui parlaient le kurde ont été violemment réprimés. Le nouvel État devait très logiquement populariser « la théorie de la langue du soleil » et faire disparaître définitivement les Kurdes en tant que nation.

En somme, la répression et le reniement des Kurdes en Turquie ne sont pas simplement une question d'oppression d'une nation sur une autre. La répression des Kurdes et des autres nationalités (notamment les Arméniens) a été un des soubassements idéologiques de la constitution et de la formation de la nouvelle identité du nouvel État. Le reniement des Kurdes est donc pleinement intégré dans ce processus de constitution d'une nouvelle "turcisation" et de la formation d'un État/Nation autoritaire. Voilà pourquoi la Turquie ne pouvait pas résoudre démocratiquement la question kurde. Ce qui a provoqué bien entendu de nombreuses révoltes populaires kurdes.

29 révoltes populaires kurdes

Dans des conditions de répressions massives pour le peuple kurde, la révolte n'a été qu'un moyen d'existence, voire de survie. Ne pas résister contre cette politique assimilationniste répressive signifiait la résignation à disparaître. Cette politique de déni et corrélativement de répression de tout un peuple a perduré jusqu'à une date assez récente. C'est ce qui est à l'origine de plusieurs dizaines de révoltes populaires kurdes durant la période républicaine de la Turquie, dont une partie importante se situe justement dans l'entre-deux-guerres.

Les autorités turques elles-mêmes reconnaissent dans les archives non encore déclassifiées que la révolte lancée par PKK (Parti des travailleurs de Kurdistan) en 1984 est la 29e révolte populaire des Kurdes, en comptant celles éclatées à partir des années 1830 contre l'Empire ottoman.

Cette lutte armée qui dure depuis maintenant près de 30 ans a causé des ravages indélébiles pour la démocratie en Turquie. Selon les rapports annuels de l'Association des Droits de l'Homme (IHD - *İnsan Hakları Derneği*) et de la Fondation des Droits de l'Homme de Turquie (TIHV - *Türkiye İnsan Hakları Vakfı*) les conséquences de cette guerre civile sont horribles. Selon ces dernières, il y a eu en tout 62 800 morts, des dizaines de milliers d'infirmités, plus de 4 500 villages complètement ravagés et 3 à 4 millions de Kurdes paysans et pauvres exilés de leurs terres soit à l'ouest du pays, soit en Europe pour les plus chanceux. Il y a eu par ailleurs entre 1990 et 2008, 5 800 meurtres extrajudiciaires et 2 600 attaques contre les civils, 380 000 gardes à vue pour délit d'opinion, 54 000 arrestations, et des dizaines de milliers de personnes sauvagement torturées. Selon l'IHD, entre 1984 et 1998, 12 485 civils ont été tués et selon les sources officielles, qui probablement sous-estiment la réalité, il y aurait eu 360 enfants tués. Toujours dans la même période, les forces de l'ordre ont organisé 2 600 perquisitions dans des associations légales et 1 550 d'entre elles auraient été interdites pour « activités illégales ». Quant à la liberté de la presse, toujours selon le rapport de IHD, en 25 ans de guerre civile, 4 300 quotidiens, hebdomadaires ou mensuels ont été interdits ou victimes des interdictions et de censures récurrentes. Durant la même période, selon ce même rapport, des 380 000 personnes mises en garde à vue pour délit d'opinion, 24 200 ont été emprisonnés pour des périodes plus ou moins longues. Les chiffres officiels du ministère de la Justice démontrent qu'il y avait en mai 2009, 10 884 prisonniers politiques dans les prisons de Turquie.

L'État turc aurait dépensé par ailleurs plus 600 milliards de dollars pour mener cette sale guerre. Selon la déclaration de l'ancien chef de l'État-major turc, İlker Başbuğ, l'armée aurait perdu « 5 000 soldats » et près de « 5000 protecteurs de village² ». Ces chiffres, qui probablement sous-estiment les conséquences directes et indirectes de cette guerre, démontrent que durant cette 29e révolte populaire kurde, plus de 40 000 Kurdes ont été tués soit dans les affrontements, soit par des assassinats extrajudiciaires. De surcroît, cette guerre permanente qui dure depuis près de trois décennies a provoqué un climat de terreur qui a été à l'origine de la liquidation des libertés les plus élémentaires en Turquie pour tous les peuples qui vivent sur ces territoires. C'est ainsi que des parlementaires, des maires, des élus, des journalistes, des avocats, des syndicalistes, des professeurs, des éditeurs, des étudiants, etc. sont emprisonnés par dizaines et centaines.

Cependant, cette révolte armée du PKK a popularisé l'existence et les revendications démocratiques et nationales du peuple kurde dans l'arène politique nationale. Pour les classes dirigeantes turques, il s'agissait simplement d'une question

² Il s'agit d'une milice armée et rémunérée par l'État turc pour mener la guerre contre le PKK.

de « terrorisme » qu'il fallait régler par la répression et les forces militaires. Mais inversement, la lutte du PKK et la réaction violente, parfois « génocidaire », des classes dirigeantes turques contre l'ensemble de la population kurde, y compris les civiles, a permis la popularisation, non seulement de la lutte de ce parti, mais aussi sa légitimation auprès de la population kurde notamment après les années 1990. Cette reconnaissance progressive de la population d'une nécessité de « lutte nationale » a également fait exalter les sentiments nationaux des Kurdes, notamment des jeunes générations. À la différence des « anciens » qui s'étaient majoritairement soumis, notamment après la Seconde Guerre mondiale, par la force à la politique d'assimilation sans perdre leur identité nationale, les nouvelles générations, mieux éduquées, plus diplômées, formés dans les grandes métropoles ou en Europe ont rejeté radicalement cette situation et le *statu quo*. Face à une politique de répression, beaucoup ne virent pas d'autres solutions que de rejoindre la lutte armée de PKK. Cependant, beaucoup de morts sont revenus progressivement dans leurs villages natals. Ce qui fut à l'origine de l'engagement des mères, et par solidarité de toutes les mères et femmes kurdes. Confinées d'antan aux rôles domestiques, les femmes kurdes furent progressivement les premières à descendre dans les rues lors des manifestations, les plus déterminées à œuvrer pour une solution pacifique et démocratique de la question kurde. Ce sont elles qui ont fait populariser les solutions antimilitaires.

Aujourd'hui, les femmes kurdes jouent un rôle clé et déterminant dans la lutte nationale du peuple. En effet, dans les familles kurdes, les femmes jouent toujours un rôle social important au sein du foyer. Leur politisation par la force des choses, particulièrement par les deuils qui ont frappé d'une façon ou d'une autre toutes les familles, a permis la politisation rapide de toute la nation. Mais étant donné que cette politisation des femmes a reposé sur les revendications de la paix et la cessation des armes pour une solution pacifique et démocratique de la question kurde, cette dernière est devenue une des principales revendications du mouvement national kurde. C'est dans ce contexte de popularisation et de légitimation que le PKK a réorienté sa lutte et a décidé de mettre en exergue la lutte politique légale. Désormais, la lutte armée n'était plus la principale lutte pour cette organisation. On a vu apparaître des Partis politiques kurdes légaux participants aux élections à partir du début de la décennie 1990 et des dizaines de milliers de militants kurdes se sont engagés, notamment dans les grandes villes, dans le mouvement social à travers les Syndicats, les associations, etc. La revendication de la paix avait trouvé une base sociale solide et surtout plus élargie et capable d'influencer la population turque.

L'arrivée au pouvoir de AKP et la lutte nationale des Kurdes depuis 2002

Le Parti de justice et de prospérité, AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*), est arrivé au pouvoir en 2002 dans un contexte de crise économique profonde discréditant

l'ensemble des partis politiques bourgeois de Turquie. Lorsque ce parti islamo-conservateur est arrivé au pouvoir, Abdullah Öcalan était en prison à Imrali depuis février 1999, à la suite d'une opération menée conjointement par la MOSSAD et la CIA.

Aujourd'hui, c'est ce parti qui mène les négociations avec Öcalan et orchestre depuis plusieurs années une campagne de propagande pour s'attribuer l'image du gouvernement qui fait tout pour résoudre le problème kurde. Pourtant, lorsqu'il est arrivé au pouvoir, AKP était sur la même ligne nationaliste que les gouvernements précédents sur cette question kurde. Il n'avait en effet aucune perspective politique pour résoudre pacifiquement et surtout démocratiquement ce problème. Par exemple, lors d'une visite à Moscou de Recep Tayyip Erdoğan, le premier ministre turc, en 2002, un ouvrier kurde l'avait interpellé en disant que s'il ne résolvait pas cette question « il ne pourrait rester au pouvoir ». La réponse de Erdoğan était assez emblématique de sa politique qu'il entendait alors mener : « Si vous n'y pensez, il n'y aura pas de problème kurde ». Il suffirait donc pour le nouveau Premier ministre « d'oublier » les revendications démocratiques de plusieurs millions de personnes pour faire disparaître « à jamais » le problème kurde.

Cependant, le PKK, conscient des limites de la lutte armée dans la Turquie d'aujourd'hui, a proposé unilatéralement un cessez-le-feu en juillet 2003. Il a présenté également un plan en trois phases aboutissant à un cessez-le-feu définitif entre les belligérants. Mais le gouvernement turc a immédiatement rétorqué qu'il ne traite pas « avec les terroristes ». Le PKK a déclaré alors le 1er juin 2004 qu'il mettait fin à ce cessez-le-feu unilatéral.

Pour ce parti islamo-conservateur au pouvoir, il n'y avait pas de « problème kurde », il y avait seulement un « problème de terrorisme » ; à résoudre évidemment par les armes et la répression. Or, l'État n'y avait pas réussi depuis 20 ans, d'autant plus que le mouvement s'était désormais popularisé plus que jamais. De surcroît, le contexte international et régional était métamorphosé, bouleversant les soubassements historiques de cette politique nationaliste traditionnelle de la Turquie, à savoir le reniement de l'existence du peuple kurde. En effet, en 2003 les États-Unis avaient attaqué l'Irak en bafouant le droit international, renversé son allié d'antan Saddam et désormais il y avait à la frontière de la Turquie une autonomie kurde. Les États-Unis, incapables d'assurer la stabilité de l'Irak avaient toléré la proclamation de l'autonomie kurde au nord du pays pour trouver des « alliés » lui permettant de sortir de ce borbier. Le gouvernement AKP qui reconnaissait l'existence du peuple kurde à demi-mot, mais aucunement le problème kurde devait désormais reconnaître « une autonomie kurde », c'est-à-dire un « État » kurde. De surcroît, les USA ont acculé la Turquie, son allié historique depuis au moins le plan Marshall de 1947, à reconnaître cette autonomie et à collaborer ensemble conformément à un plan préparé à Washington. C'est ainsi que la Turquie se trouvait dans une position contradictoire et assez paradoxale. D'un côté, elle reniait violemment l'existence du peuple kurde à l'intérieur, tandis que de l'autre, elle fut acculé à collaborer avec une autonomie dirigée par des Kurdes.

Par ailleurs, l'Union européenne avait décidé lors du sommet du 17 décembre 2004 et surtout par ses décisions du 5 octobre 2005 que le processus de l'adhésion pleine de la Turquie pouvait désormais commencer. Mais, il fallait que le gouvernement progresse également sur les libertés individuelles en Turquie. D'autant plus que le développement rapide du capitalisme depuis deux décennies avait également besoin d'une situation plus libérale dans le pays, ce qui se reflétait dans les déclarations du grand patronat et les différents rapports de TÜSIAD (*Türk Sanayicileri ve İşadamları Derneği*)³.

C'est dans ce contexte que le premier ministre Erdoğan a demandé à Israël et aux USA lors d'un voyage en mai 2005 leurs aides pour en finir définitivement avec le PKK. En, effet, celui-ci voulait mettre assez rapidement cette organisation hors d'état de nuire de façon à ce que l'État puisse avancer sur certaines revendications du peuple kurde sans que le mouvement puisse les gêner. C'est exactement à cette période que les hauts missionnaires de renseignements généraux turcs (MIT - *Millî İstihbarat Teşkilatı*) ont aussi rencontré Mesut Barzani, le leader de l'autonomie kurde en Irak pour obtenir son soutien dans la lutte contre le PKK. Mais le dirigeant irakien n'a au mieux promis que organiser une conférence régionale sur la question afin de mettre la pression sur le PKK afin qu'il arrête la lutte armée.

Finalement, en août 2005, dans ce contexte très particulier, Erdoğan a fait son fameux discours où il reconnaissait officiellement et surtout pour la première fois l'existence du problème kurde. Il disait notamment : « Oui, la Turquie a un problème kurde. Le problème kurde est notre problème collectif, c'est mon problème ». Il semblait donc qu'il y avait un revirement sur cette question, ce qui avait provoqué légitimement un enthousiasme populaire chez les Kurdes. Le peuple kurde avait légitimement le sentiment que leur résistance collective depuis plus de 25 ans avait contraint un gouvernement turc de reconnaître l'existence d'un problème kurde.

Mais très vite, les Kurdes se sont rendu compte que cette « nouvelle » politique consistait en réalité à annihiler le mouvement politique kurde et a accordé en même temps quelques libertés individuelles, et non nationales, aux Kurdes. Le gouvernement ne voulait pas être contraint de traiter avec une organisation qu'il eût qualifiée durant 3 décennies de terroristes. Alors, durant cette période, le gouvernement a entamé des négociations avec la Syrie et l'Iran afin de les convaincre d'intensifier leurs luttes militaires contre le PKK. Ce dernier a décrété alors un nouveau cessez-le-feu le 1er octobre 2006 et a présenté un nouveau projet de processus de paix. On a appris ultérieurement que c'est durant cette période que les Renseignements généraux turcs (le MIT) avaient commencé à rencontrer de façon informelle les représentants de PKK pour les exhorter à rendre les armes. Cependant, le gouvernement voulait toujours éradiquer ce mouvement, notamment avec l'aide des États-Unis.

³ TUSIAD est l'Association des industriels et des hommes d'affaires turcs. Il s'agit du MEDEF turc.

Lors des élections législatives de 2007, AKP a eu un grand succès, notamment dans les villes peuplées majoritairement par les Kurdes. Son objectif étant d'annihiler et de discréditer le PKK, il avait investi massivement dans ces régions kurdes pour gagner les élections. Après les élections, le premier ministre avait pu déclarer : « Nous avons dans notre parti 75 députés d'origine kurde. Par conséquent, le vrai représentant du peuple kurde, c'est AKP ». Au même moment, le gouvernement a accéléré sa lutte militaire et politique contre le PKK. Pour être dominant dans le Kurdistan, il avait décidé d'investir massivement dans la région, mettre en place une chaîne de la télévision publique kurde (TRT Şeş) afin de pouvoir s'adresser directement à la population et propager sa politique dans la région, mobiliser les tribus et féodaux kurdes, instrumentaliser la religion⁴ et envoyer dans la région des Imams kurdes pour défendre au nom de l'Islam cette politique d'AKP. Cette période est aussi marquée par les élections municipales. Erdoğan a déclaré à plusieurs reprises qu'il voulait surtout conquérir des municipalités kurdes, à commencer par Diyarbakir et Dersim.

Conjointement, le 17 octobre 2007, le Parlement turc a voté une autorisation à l'armée de bombarder le nord de l'Irak, les régions kurdes, afin de pouvoir tuer les dirigeants militaires de PKK. Cependant, il fallait encore obtenir l'accord des autorités de l'autonomie kurde de l'Irak. Aussi, début novembre 2007, le ministre des affaires étrangères turc est parti à Washington (sic !) et le 5 il a signé un accord permettant à la Turquie d'utiliser l'espace aérien de l'autonomie kurde de l'Irak pour bombarder le PKK. Le 21 février 2008, l'armée turque a entrepris une grande opération terrestre baptisée « le Soleil ». 10 000 soldats turcs ont été mobilisés pour cette opération militaire qui a duré 8 jours. Mais cela ne pouvait suffire pour en finir définitivement avec l'organisation militaire kurde.

Une politique à double visage : les négociations et affrontements militaires avec le PKK

Il y avait eu des grandes pertes chez les belligérants, mais une partie des classes dirigeantes turques était contrainte d'admettre que désormais cette question ne pouvait être résolue par des moyens militaires.

AKP voulait toujours poursuivre la même politique : d'un côté, bombarder le PKK, réprimer toutes les organisations légales kurdes et de l'autre tenter de se montrer comme le gouvernement qui accorde des libertés au peuple kurde. Avant les élections municipales du 29 mars 2009, AKP a commencé à réprimer politiquement le DTP (*Demokratik Toplum Partisi* - Parti de la société démocratique) afin de l'empêcher de mener une campagne électorale. En bâillonnant le mouvement légal kurde, il espérait gagner les élections. C'est également durant cette période que la chaîne publique TRT

⁴ Les Kurdes sont majoritairement musulmans de confession sunnites. Cependant, les Kurdes alévis représentent une communauté importante de plusieurs millions.

ŞEŞ a commencé à émettre à partir de janvier 2009, soit trois mois avant les élections pour mener la propagande d'AKP en langue kurde. Malgré tout, les résultats électoraux ont montré clairement que AKP n'avait pas le soutien populaire kurde, nécessaire pour mener à bien sa politique. Non seulement il n'avait pas gagné Diyarbakir, mais bien au contraire, il avait également perdu des villes comme Van et Siirt au profit d'un DTP bâillonné. Alors, la conférence initialement prévue à Erbil (en Irak) avec le soutien de Barzani pour exhorter le PKK à déposer les armes a été purement annulée, puisqu'elle était vouée à l'échec. C'est alors que le gouvernement d'Erdoğan se résignait à rencontrer secrètement la direction de PKK à Oslo et entamer ainsi des négociations.

En mars 2009, le Président de la République, Abdullah Gül a rencontré Hilary Clinton. Quelques jours plus tard, lors de son voyage en Iran, il a déclaré dans l'avion que « des choses merveilleuses vont bientôt se réaliser sur la question kurde », faisant alors allusion à ces négociations. Dès lors, un projet dit « d'ouverture » a été lancé et présenté comme une solution pacifique à la question kurde. Le PKK a décrété alors un cessez-le-feu unilatéral. Cependant, l'Etat n'a hélas pas arrêté la répression contre le peuple kurde. C'est alors que le gouvernement a entrepris des vagues d'arrestation dans le cadre des opérations dites de KCK (*Koma Civakên Kurdistan*), Union des communautés, du Kurdistan), une des multiples organisations créée par le PKK. À ce jour, environ 10 000 personnes, dont des députés, des dizaines de maires, de journalistes, d'avocats, des centaines d'élus, de syndicalistes, d'étudiants, etc. ont été arrêtés et emprisonnés.

Paradoxalement, le processus de négociations se poursuivait à Oslo en même temps que ces arrestations, et le leader du PKK, Abdullah Öcalan, avait été intégré aux négociations dans sa cellule à l'île d'Imrali. Les déclarations ultérieures de Murat Kirayilan, un des principaux responsables de la branche armée de PKK, ont prouvé que lors de ces négociations à Oslo il avait été décidé, sur la requête d'Erdoğan et les ordres d'Abdullah Öcalan, qu'un groupe de guérillas kurdes se rendent avec leurs armes à la frontière Habur (Sud-est de la Turquie). La population kurde, informée de la venue de ce groupe pacifique, s'est précipitée par centaine de milliers à la frontière pour les accueillir dans une ambiance festive. C'est alors que le premier ministre turc a déclaré publiquement : « Devant ce spectacle, peut-on ne pas s'enthousiasmer ? Qu'ils soient dans les montagnes, au camp de Mahmur ou en Europe, je les appelle tous à revenir dans leur pays ».

Ce spectacle avait aussi alarmé les milieux nationalistes, racistes et chauvinistes turcs. Ces derniers ont alors mené un combat acharné et leurs appels avaient trouvé des échos chez une partie de la population turque, encore largement imprégnée par la propagande nationaliste historique. AKP, de peur sans doute de perdre une partie de son électorat nationaliste et probablement en raison des affrontements internes dans les instances dirigeantes du parti, a alors décidé de se déjuger. Contrairement à ce qui avait été conclu à Oslo, il a empêché la venue du deuxième groupe de pacifistes kurdes, qui devaient venir cette fois de l'Europe. Ce revirement a été suivi immédiatement d'une intensification de répression contre les représentants politiques des Kurdes. Le 11

décembre 2009, le parti kurde DTP a été interdit et les opérations menées contre le "KCK" se sont alors intensifiées. En octobre 2010, les premiers procès de KCK ont commencé. Le 31 mai 2010, constatant le tournant pris par le gouvernement, Abdullah Öcalan a déclaré qu'il n'assumerait plus le rôle d'intermédiaire dans ces conditions de répression. Le PKK a alors déclaré que le cessez-le-feu prenait fin immédiatement. Les affrontements militaires ont pris une tournure grave provoquant des dizaines des morts en quelques semaines. AKP a encore une fois accéléré ses opérations politiques, policières et militaires pour tenter d'éradiquer le PKK. Quelques semaines avant les élections législatives du 12 juin 2011, Erdoğan a déclaré clairement : "Pour moi, il n'y a plus de problème kurde. Il y a seulement les problèmes de mes frères kurdes". Il a également décidé de jouer sur une surenchère nationaliste turque avant les élections pour reprendre son électorat. C'est ainsi que pour critiquer le parti nationaliste MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*), qui fut au gouvernement en 1999, le premier ministre turc a déclaré sans vergogne : "Si ça aurait été nous, on aurait pendu Öcalan".

Malgré ce durcissement de ton, le gouvernement a néanmoins accepté 3 documents préparés par Öcalan comme une éventuelle base de discussion. L'État devait y répondre en juin, mais en raison de la victoire des blocs démocratiques et kurdes lors des législatives de juin 2011, il n'a pas répondu à cette attente de leader du PKK. Les négociations secrètes menées à Oslo avaient donc échoué. Les affrontements militaires allaient de nouveau reprendre.

Le 14 juillet 2011, les guérillas kurdes ont attaqué l'armée à Silvan et ont tué 14 soldats. C'est alors que le gouvernement, oblitérant les attaques militaires turques, a qualifié cette attaque comme un « arrêt des rencontres d'Oslo ». Mais, c'est seulement en août 2011, soit après la fin des négociations, que nous avons appris dans les médias que l'État turc avait mené des négociations avec le PKK à Oslo. En effet, les représentants de l'État avaient tout enregistré et retranscrit l'ensemble des discussions pour leurs supérieurs, et par une fuite « interne » ces transcriptions avaient été publiées dans les médias.

Cet ébruitement montrait que la décision de ces négociations avec le PKK n'avait l'unanimité ni au sein du gouvernement, ni au sein de AKP. Les juges, proches de la mouvance religieuse de Fethullah Gülen, ont alors, à la surprise générale, convoqué Hakan Fidan, le chef de délégation du gouvernement à Oslo et "représentant personnel du premier ministre", pour une audition dans le cadre des enquêtes menées contre le KCK. Erdoğan a alors fait rapidement voté une loi empêchant que celui-ci se présente au tribunal. Il a en même temps décidé l'isoler totalement d'Abdullah Öcalan, en empêchant arbitrairement toutes rencontres avec sa famille et ses avocats. C'est dans ce contexte que le gouvernement a ordonné le 28 décembre 2011, le bombardement de 34 civiles kurdes, dont la moitié était composée d'enfants, à Roboski, un petit village à la frontière iranienne.

En septembre 2012, des centaines de prisonniers politiques ont lancé une grève de faim afin que cette isolation totale de Abdullah Öcalan s'arrête. Au 67^e jour, le 17 novembre, alors que plus de 10000 prisonniers avaient décidé de participer à ces grèves de la faim illimitées, le gouvernement s'est résigné à accepter de permettre au frère du leader de PKK de le rencontrer dans sa cellule. Celui-ci a immédiatement ordonné que les prisonniers arrêtent la grève de la faim, ce qui fut exécuté aussitôt. Toute l'opinion publique a alors constaté qu'Abdullah Öcalan était le leader irréfragable du mouvement et que ce problème kurde ne pouvait être résolu sans et surtout contre lui.

Le gouvernement a alors déclaré qu'il allait prendre des mesures législatives pour légaliser la défense des prisonniers en langue kurde. Nous avons appris aussi que Hakan Fidan avait commencé alors à rencontrer Abdullah Öcalan pour négocier directement avec lui. Le premier ministre a déclaré publiquement que ce processus de négociation avec Öcalan n'était pas nouveau. Le 3 janvier 2013, le gouvernement a autorisé les députés kurdes Ahmet Turk et Ayla Akat pour rencontrer Öcalan à Imrali. C'est dans ce contexte que le 9, il y a eu le triple assassinat à Gare de Nord de Sakina Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez. Le samedi 23 février, trois autres députés ont de nouveau rencontré Öcalan. Lors de cette rencontre, le leader du PKK a envoyé trois lettres respectivement à la branche armée en Irak, à la branche "diplomatique" en Europe et aux mouvements légaux kurdes en Turquie pour évoquer son plan de processus qui peut aboutir à une résolution démocratique et pacifique de la question kurde. Le gouvernement turc, manifestement satisfait de ces directives, a de nouveau autorisé les députés de BDP à rencontrer une 3^e fois Öcalan pour concrétiser justement cette feuille de route. Entre temps, la branche militaire du PKK a déclaré par la voix de Murat Karayilan qu'ils resteront attentifs aux demandes de leur leader et qu'ils vont libérer des otages qu'ils détiennent.

Après la libération des otages détenus par le PKK, trois députés de BDP ont de nouveau été autorisés à rencontrer Öcalan dans sa prison. Ce dernier a envoyé un message politique qui a été lu devant près de 2 millions de Kurdes, venus célébrer le Newroz à Diyarbakir. La branche militaire de PKK a affirmé, conformément à la demande formulée par Öcalan, qu'elle retirait ses guérillas hors des frontières de la Turquie. Le BDP et le PKK ont alors demandé que ce processus soit débattu au parlement afin que ce retrait des militants armés kurdes se réalisent sans heurts. Le gouvernement n'a toujours pas agi.

Voici, très rapidement, ce qui s'est passé ces 10 dernières années dans les grandes lignes. Incontestablement, tout le monde reconnaît que ce problème doit être résolu et surcroît très rapidement. Mais le gouvernement voulait "résoudre" ce problème sans le PKK, cependant l'histoire de la décennie précédente démontre que le gouvernement a échoué. Aujourd'hui il est obligé de mener des négociations avec Abdullah Öcalan, chose inimaginable il y a encore quelques années.

Incontestablement, la lutte du peuple kurde a été déterminante dans cette reconnaissance. Cependant, la place occupée par cette question au Proche-Orient a joué également un rôle non négligeable.

La question kurde, une question régionale

Manifestement la question kurde se pose avec une acuité politique inouïe. La lutte permanente du peuple kurde et l'impéritie des autorités turques à apporter une solution pacifique et démocratique à la question en sont des causes principales. Cependant, en raison des conflagrations que le Maghreb et le Moyen-Orient ont connues ces dernières années, la question kurde est devenue plus actuelle que jamais. D'abord parce qu'au niveau mondial l'opinion publique s'est davantage intéressée aux mouvements de libérations nationales des peuples opprimés par des pouvoirs autoritaires, voire dictatoriaux. Ensuite, le peuple kurde s'est retrouvé depuis plusieurs années au centre de graves problèmes internationaux, processus qui a commencé avec l'invasion de l'Irak et qui continue avec ce qui se passe en Syrie et en Iran. Dans ces bouleversements internationaux, le peuple kurde entend défendre ses propres intérêts nationaux. Aussi, le problème kurde n'est plus simplement une question « interne » à la Turquie, mais bien un problème régional, lui prodiguant un caractère international.

En effet, au-delà du fait qu'il y a plus de 1 million de Kurdes en Europe et d'une façon ou d'une autre les Européens sont aussi impliqués dans ce problème, cette question se trouve aujourd'hui au centre des problématiques du Moyen-Orient. Le peuple kurde est divisé entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie et étant donné que chacun de ces pays a un problème « interne » kurde, le problème devient *de facto* un problème régional et international. De surcroît, chacun de ces 4 pays souhaite jouer un rôle régional important, parfois contradictoire, mais important quand même.

La Turquie, dépendante politiquement des États-Unis depuis le plan Marshall de 1947, se voit attribuer, selon le projet américain « Grand-Moyen-Orient », un rôle déterminant dans la région au profit de cette puissance impérialiste. En effet, militairement et économiquement puissante, la Turquie est le seul pays « musulman » capable de jouer « la vitrine de façade » pour les États-Unis aux yeux des populations locales. Il ne faut pas oublier ici, l'importance du Moyen-Orient pour cette puissance et dans ce cadre, la mission que doit assumer la Turquie devient déterminant. Or, ce problème kurde est une pierre d'achoppement devant les ambitions impériales des classes dirigeantes turques pour plusieurs raisons : d'abord, la guerre menée contre les Kurdes mobilise des moyens humains, financiers et militaires gigantesques. Malgré une supériorité numérique et technique, la Turquie s'enlise dans cette guerre et celle-ci est désormais devenue un gouffre pour la population. De surcroît, la nouvelle situation du Proche-Orient, notamment la création d'une autonomie kurde en Irak, nécessite que les

classes dirigeantes turques s'y adaptent⁵. En effet, alors que le « kémalisme nationaliste » traditionnel reniait l'existence même des Kurdes, aujourd'hui il y a une autonomie kurde à la frontière turque avec lequel la Turquie doit collaborer pour pouvoir exécuter les plans dictés par les États-Unis. Bien plus, aujourd'hui cette autonomie des Kurdes de l'Irak est le seul « État » frontalier avec lequel la Turquie entretient des relations diplomatiques apaisées et « normales ».

Par ailleurs, les politiques menées par les Occidentaux contre l'Iran et la Syrie nécessitent de considérer la question kurde comme un problème essentiel de la région. Par exemple, dans la lutte contre Bachar El Assad, les Occidentaux sont contraints, certes avec beaucoup de réticences, « d'armer » des « djihadistes » (qui vont inéluctablement se retourner contre les Occidentaux comme ce qui s'est passé au Mali après l'occupation de la Lybie), alors que les Kurdes de la Syrie luttent aussi bien contre le gouvernement syrien que les « djihadistes ». Avec le retrait des forces militaires de Bachar El Assad, au nord du pays, les Kurdes ont proclamé « une autonomie » dans leur région. Ce qui signifie que toute résolution de ce qui est qualifié comme « le problème syrien » doit nécessairement prendre en compte cette autonomie des Kurdes et leurs revendications nationales au niveau de toute la région. Le même problème se posera demain inéluctablement en Iran.

En outre, ces dernières années, il est possible de constater que les Kurdes, mettant de côté l'ensemble des différences sociologiques qui ont pu apparaître entre eux en raison de leur partition en 4 pays, agissent de plus en plus comme un peuple uni autour des revendications nationales communes. Par exemple, Mesut Barzani, leader de l'autonomie kurde en Irak, mène certes des liens cordiaux avec la Turquie, mais refuse catégoriquement de prendre des armes contre les Kurdes des autres pays et affirme même, malgré l'hostilité farouche affichée de la Turquie face à l'autonomie des Kurdes en Syrie, son soutien à cette initiative prise par le PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*), Parti de l'union démocratique.

Enfin, le dernier élément qui fait de la question un problème régional réside dans ces territoires peuplés majoritairement de Kurdes. En effet, ces derniers, qu'ils aient déclarés ou pas leur autonomie, vivent sur des territoires très riches en pétrole et déterminants en terme stratégique quant à son acheminement vers l'Occident. Aucune puissance ne peut donc désormais plus faire comme si ce problème n'existait pas, d'autant plus que le peuple kurde est uni pour revendiquer « le droit d'exister ».

⁵ Le gouvernement AKP a mené pendant plusieurs années des opérations « Ergenekon » pour se débarrasser de ces généraux trop attachés à une idéologie surannée et devenus trop encombrants pour la nouvelle donne politique et géostratégique de la Turquie. Il ne s'agit aucunement d'une opération démocratique, bien au contraire ces mêmes généraux sont remplacés par d'autres généraux tout aussi réactionnaires, à cette différence près qu'ils sont à la solde de AKP.

La question kurde et la démocratisation de la région

Le problème n'est donc pas simplement une question interne inhérente aux pays concernés, mais une question régionale. Par ailleurs, la lutte des Kurdes pour leur droit à « l'autodétermination » permet d'accélérer la lutte démocratique dans la région. Évidemment, il ne faut pas tomber dans le jeu de ces grandes puissances qui n'ont aucune aspiration démocratique pour la région, mais les Kurdes ont joué un rôle important aussi bien dans la lutte contre Saddam Huseyin que dans la lutte contre Bachar El-Assad. Par ailleurs, ils n'ont pas attendu l'intervention des puissances impérialistes pour mener cette lutte. Ce qui explique entre autres les massacres perpétrés contre le peuple kurde pendant plusieurs décennies par ces régimes autoritaires, par ailleurs soutenus à ce moment par ces mêmes puissances.

Quant à la Turquie, le mouvement kurde représente la dynamique principale de la lutte pour la démocratie en Turquie. Pourquoi ? D'abord parce que les Kurdes représentent les principales victimes de la politique nationaliste et chauviniste de l'État turc qui n'a pu cependant assimiler et renier le peuple kurde pendant 90 ans. Cette politique réactionnaire n'a pu être menée qu'en recourant à des moyens autoritaires et antidémocratiques contre tous les peuples vivant sur ces territoires. La résistance des Kurdes ne pouvait donc que renforcer la lutte pour la démocratisation de la Turquie. De surcroît, la Turquie n'a jamais été démocratique depuis la fondation de la République. Plusieurs coups d'État jalonnent l'histoire récente de la Turquie, mais plus globalement cette gouvernance antidémocratique et autoritaire n'a pu être possible qu'en désignant constamment « un ennemi de l'intérieur », à savoir les Kurdes. Autrement dit, quelles que soient d'ailleurs les caractéristiques des révoltes kurdes, la lutte pour les revendications du peuple kurde a été constamment intégrée à une lutte contre l'autoritarisme de l'État.

Dans cette lutte pour la démocratie, le mouvement kurde n'est certes pas seul, mais constitue incontestablement l'élément le plus dynamique de toutes les forces démocratiques contemporaines. Ceci s'explique par essentiellement trois raisons : d'abord, le coup d'État fasciste de 1980 a complètement balayé le mouvement syndical et progressiste de Turquie, qui ne se relève progressivement que depuis simplement une décennie ; ensuite la montée en puissance de la prise de conscience de la nationalité kurde dans les 1990 a exhorté le peuple kurde à s'organiser massivement dans des partis politiques structurés, malgré les interdictions qui ont frappé ces derniers ; et enfin la dernière raison, c'est qu'en raison des caractéristiques endogènes du nationalisme d'État turc, les revendications nationales des Kurdes se sont complètement assimilées depuis au moins deux décennies à la lutte pour la démocratisation de la Turquie.

C'est pour ces raisons que l'on peut dire que la résolution pacifique de la question kurde est la question principale de la démocratisation de la Turquie. Autrement dit, la résolution de cette question permettra à la Turquie de pouvoir avancer dans la voie d'une réelle démocratie qui sera bénéfique à toute la population. Le peuple turc a donc

intérêt au moins autant que le peuple kurde dans la résolution pacifique et démocratique de cette question. Aujourd'hui les Kurdes ne demandent pas une Kurdistan indépendante, mais une République réellement démocratique assurant une réelle égalité entre les Turcs et les Kurdes.

DIDF

Fédération des Associations des travailleurs et des jeunes

www.didf-france.fr